



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MEUSE

Préfecture
Secrétariat Général
Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau des procédures environnementales

ARRÊTÉ

N° 2018 – 1641 DU 11 JUILLET 2018 SOCIÉTÉ SCORI EST À DOMMARY-BARONCOURT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de l'ordre National du Mérite,**

VU la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU le code de l'environnement, notamment l'article R. 181-5 et le titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 23 août 2016 portant nomination de Madame Muriel Nguyen, préfète de la Meuse ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°96-785 du 23 avril 1996 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2002-2064 du 14 août 2002, autorisant la société WATCO ECOSERVICE à exploiter un centre de regroupement, tri, transit et revalorisation de résidus industriels sur le territoire de la commune de DOMMARY-BARONCOURT ainsi que tous les arrêtés préfectoraux ultérieurs modifiant cet arrêté ;

.../...

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :

de 8:45 à 12:00 : ouverture des guichets et des services et de 13:30 à 17:00 : uniquement sur rendez-vous
40 rue du Bourg CS 30512 55012 BAR LE DUC CEDEX - Tél : 03 29 77 55 55 - Télécopie : 03 29 79 64 49
site internet : www.meuse.gouv.fr courriel : pref-courrier@meuse.gouv.fr

VU l'arrêté préfectoral n°2018-1364 du 12 juin 2018 accordant délégation de signature à Madame Corinne SIMON, secrétaire générale de la préfecture de la Meuse ;

VU le récépissé préfectoral de déclaration de changement d'exploitant du 20 novembre 2009 transférant les droits et obligations liés à l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé à la société SCORI EST ;

VU la demande de bénéfice de l'antériorité et la proposition de la société SCORI EST de calcul du montant des garanties financières, envoyées par courriel à l'inspection des installations classées le 23 décembre 2015 ;

VU le SDAGE sur le bassin Rhin-Meuse établi par l'agence de l'eau Rhin-Meuse pour la période 2016-2021 ;

VU les avis et propositions présentés dans le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est PP/VB/002/2018 du 14 mai 2018 ;

VU l'avis favorable formulé par le CODERST de la Meuse lors de sa séance du 22 juin 2018 ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant après communication du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, au vu de l'arrêt définitif de l'activité de transformation et de valorisation des déchets sur le site exploité par SCORI EST à DOMMARRY-BARONCOURT depuis l'incendie du hall de production survenu en septembre 2012, d'actualiser les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont relève aujourd'hui les activités poursuivies sur ce site ;

CONSIDÉRANT que la société SCORI EST est tenue de constituer des garanties financières pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de DOMMARRY-BARONCOURT en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 2716-1 et 2718-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et qu'elles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ministériel ;

CONSIDÉRANT que la proposition de calcul du montant des garanties financières transmise par l'exploitant à l'autorité administrative le 23 décembre 2015 est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, et conclut à un montant de garanties financières supérieur au seuil de 100 000 € fixé par le 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT en conséquence, que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des installations classées visées par le dispositif en cas de défaillance de sa part, conformément aux dispositions des articles R. 516-1-5 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'objectif de bon état chimique de l'Othain fixé par le SDAGE Rhin-Meuse 2016-2021 ;

CONSIDÉRANT que les résultats de l'autosurveillance exercée par la société SCORI EST sur les rejets aqueux de son établissement de DOMMARY-BARONCOURT montrent que les flux de zinc émis dans l'eau ne sont pas compatibles avec l'objectif de bon état chimique de l'Othain susvisé ;

CONSIDÉRANT de fait, qu'il convient que l'exploitant étudie les possibilités de réduction des rejets aqueux de zinc de son établissement et d'amélioration de la gestion des eaux pluviales collectées sur le site ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société SCORI EST, dont le siège social est situé 54 rue Pierre Curie à PLAISIR (78370), est tenue de se conformer aux prescriptions additionnelles du présent arrêté pour la poursuite d'exploitation de son centre de transit de déchets dangereux et non dangereux dans la ZA du Puits 3 à DOMMARY-BARONCOURT.

Ces prescriptions viennent en complément des dispositions l'arrêté préfectoral d'autorisation n°98-785 du 23 avril 1996 modifié notamment modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2002-2064 du 14 août 2002.

Article 2 : Rubriques de classement applicables au centre

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2012-2064 du 14 août 2002 modifié sont remplacées par les prescriptions suivantes du présent arrêté :

« Les activités de l'établissement répertoriées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation Critères et seuil de classement	Capacité de l'activité et natures des produits	Régime
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719	<u>Autorisation :</u> Volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation > 1 000 m ³	Capacité maximale autorisée : 8 000 tonnes de déchets dangereux et non dangereux	Autorisation
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.	<u>Autorisation :</u> Quantité de déchets susceptible d'être présent dans l'installation > 1 t	Capacité maximale autorisée : 8000 tonnes de déchets Dangereux et non dangereux	Autorisation

Article 3 : Garanties financières

Sous-article 3.1 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées dans l'établissement, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5^o du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site des installations en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Sous-article 3.2 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est fixé à 352 716 euros TTC.

Ce montant est fixé sur la base d'un indice TP01 de 105,2 (date de parution au JO le 21 mars 2017, sur une base 2010, avec un coefficient de raccordement de 6,5345) et d'un taux de la TVA de 20 %.

Sous-article 3.3 : Modalités de constitution des garanties financières

L'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté est tenu de constituer des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R. 516-1-5 du code de l'environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012.

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R. 516-2 du code de l'environnement. Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution de la première part du montant initial des garanties financières est transmis à la préfète à la première échéance. Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis à la préfète au moins 3 mois avant chaque anniversaire de la constitution initiale.

Sous-article 3.4 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu au sous-article 3.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse à la préfète, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Sous-article 3.5 : Actualisation des garanties financières

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 et en atteste auprès de la préfète.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

Sous-article 3.6 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à un changement du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.

Sous-article 3.7 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du même code.

Pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Sous-article 3.8 : Appel des garanties financières

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L 171-8 de ce même code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

Sous-article 3.9 : Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, la préfète détermine, dans les formes prévues à l'article R. 181-45 de ce code, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, la préfète peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 4 : Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant des installations objet du présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse à la préfète les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

L'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis. À défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par la préfète de la Meuse vaut autorisation de changement d'exploitant.

Article 5 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

À tout moment, les quantités de déchets de refus d'exploitation entreposées sur le site industriel visé par le présent arrêté ne doivent pas dépasser 20 tonnes.

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer les déchets non visés à une des rubriques mentionnées à l'article 2 du présent arrêté régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection des installations classées, notamment en tenant à sa disposition un état à jour des stocks de déchets présents dans le centre.

Article 6 : Étude de réduction des rejets de zinc dans l'eau et de l'impact sur le milieu naturel des rejets aqueux

L'exploitant doit remettre à la préfète de la Meuse et à l'inspection des installations classées :

- **dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté,** une ou plusieurs propositions d'améliorations de la gestion des eaux pluviales du site (en particulier des vidanges du bassin de collecte des eaux pluviales) permettant de réduire au maximum l'impact des rejets aqueux de l'établissement sur la qualité des eaux de l'Othain. Ces améliorations doivent permettre d'éviter d'émettre des flux importants de zinc dans l'eau sur une période courte et les rejets aqueux pendant les périodes où le débit de l'Othain est réduit (étiage) ;
- **dans le délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté,** une étude technico-économique de réduction des rejets de zinc de l'établissement dans l'eau. Cette étude devra envisager plusieurs solutions de réduction des flux de zinc émis et comparer pour chaque solution le gain environnemental apporté par la mesure au coût économique que la mise en place de cette mesure implique.

Article 7 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du code de l'environnement, et notamment son article L. 171-8.

Article 8 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 9 : Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 10 : Information

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de DOMMARY-BARONCOURT et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale d'un mois.

Article 11 : Exécution et notification

- Mme la secrétaire générale de la préfecture,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,
- M. l'inspecteur de l'environnement (DREAL Grand Est – Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, basée à BAR-le-DUC),
- M. le maire de DOMMARY-BARONCOURT,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

* à titre de notification à :

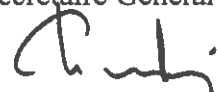
- M. le directeur de la société SCORI EST - ZI des Gatines - 54 rue Pierre Curie - 78370 PLAISIR

* à titre d'information à :

- M. le directeur départemental des territoires de la Meuse,
- M. le délégué territorial de la Meuse de l'agence régionale de santé,
- M. le président du conseil départemental de la Meuse,
- M. le chef de l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Meuse,
- M. le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Meuse,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile de la Meuse,
- M. le commandant du groupement de gendarmerie de la Meuse,
- M. le directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse,
- M. le sous-préfet de Verdun.

À Bar-le-Duc, le 11 JUIL. 2018

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général suppléant,


Cédric VERIÏNE

